



PRÉFET DE LA VIENNE

Préfecture de la Vienne
Secrétariat Général
Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement

Arrêté n° 2019-DCPPAT/BE-244

en date du 08 novembre 2019

portant composition de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un Centre d'Enfouissement Technique exploité par la Sèche Eco-Industries sur la commune du Vigeant

**La Préfète de la Vienne,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L. 515-8 et R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 ;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 247 ;

VU le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

VU le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site modifiant le code de l'environnement (partie réglementaire) ;

VU l'arrêté n°2005-D2/B3-241 en date du 10 novembre 2005 autorisant la société Sud Vienne Ordures (SVO) à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « La Pierre Brune », commune du Vigeant, un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté n° 2019-SG-DCPPAT-027 en date du 06 septembre 2019 donnant délégation de signature à M. Emile SOUMBO sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

VU l'arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-061 du 3 mars 2015 portant création de la commission de suivi du site dans le cadre du fonctionnement d'une Centre d'Enfouissement Technique exploité par la Société Vienne Ordures sur la commune du Vigeant ;

VU l'arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-076 en date du 26 mars 2015 modifiant l'arrêté du 3 mars 2015 portant création de la composition de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un Centre d'Enfouissement Technique exploité par la Sèche Eco-Industries sur la commune du Vigeant ;

VU l'arrêté n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-130 en date du 11 avril 2016 modifiant l'arrêté du 3 mars 2015 portant création de la composition de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'un Centre d'Enfouissement Technique exploité par la société Sèche Eco-Industries sur la commune du Vigeant ;

VU les désignations des organismes consultés ;

CONSIDERANT les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par l'exploitation d'un Centre d'Enfouissement Technique par la société Sèche Eco-Industries et l'intérêt

qu'il y a de mettre en place une commission de suivi de site en raison de son implantation sur la commune du Vigeant;

CONSIDERANT que les installations de la société Séché Eco-Industries figurent sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne.

ARRETE

Article 1^{er} : Périmètre de la commission

Il est crée une commission de suivi de site, prévue à l'article L.125-2-1 du code de l'environnement, autour de l'installation de la société Séché Eco-Industries, sise sur la commune du Vigeant, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation en vertu de l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2005.

Article 2 : Mission

La commission a pour mission de :

- Créer entre les différents représentants des collèges un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'Environnement ;
- Suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été cr ee, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité ;
- Promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Elle est tenue régulièrement informée :

- Des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre 1er du livre V du code de l'environnement ;
- Des incidents et accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R.512-69 du code de l'environnement ;
- Des éléments contenus dans le bilan mentionné à l'article D.125-34 du code de l'environnement et décrit à l'article 7 du présent arrêté relatif au bilan ;
- Des projets de modification ou d'extension des installations par l'exploitant, le plus en amont possible ;
- Du rapport environnemental de la société ou du groupe auquel appartient l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe.

La commission est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article R.512-7 du code de l'environnement relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

La commission peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

Le président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26 du code de l'environnement.

Sont exclues du cadre d'échange et des éléments à porter à la connaissance de la commission, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

Article 3 : Fonctionnement

Les membres de la commission sont nommés pour une durée de cinq ans.

Chaque membre peut mandater un des membres de la commission pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions de la commission. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire. Il est remplacé dans les meilleurs délais. Lorsqu'un membre de la commission doit être remplacé avant l'échéance normale de son mandat, son successeur est nommé pour la période restant à courir.

Le président de la commission de suivi de site, sur proposition de la commission, est nommé par Madame la Préfète ou son représentant, lors de la première réunion.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la CSS.

Article 4 : Composition de la commission

La Commission de Suivi de Site (CSS) visée à l'article 1 est composée de membres répartis en cinq collèges :

Collège " Administrations de l'État " :

- La Préfète du département de la Vienne ou son représentant
- Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du logement ou son représentant inspecteur de l'environnement,
- Le Directeur Départemental des Territoires de la Vienne ou son représentant ;

Collège "Élus des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale concernés" :

- M. Fernand FLAGEUL, représentant le Maire de la commune du Vigeant,
- M. Jean-Pierre MELON, vice Président de la Communauté de Communes Vienne et Gartempe,
- M. Alain GUILLON, vice-président du syndicat Eaux de Vienne-Siveer et M. Pierre GOURMELON, vice-président, son suppléant.

Collège " Riverains de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée ou association de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée" :

- association Vienne Nature,
- M. Jean-Jacques LACHARME, Président de UFC QUE CHOISIR, titulaire, ou M. Frédéric SIUDA, UFC QUE CHOISIR, suppléant,
- M. Alain BRIGEON, association « ARDAN ».

Collège " Exploitants " de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels la représentant:

- M. David FARREAUX, Responsable du Site SEI,
- M. Patrice COUTURIER, Directeur Déchets non dangereux,
- Mme Claire-Odile FONTENEAU, Responsable d'exploitation adjointe.

Collège " Salariés " de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée :

Titulaires

- M. Sylvestre GOUDIN, représentant du personnel
- M. Franck TRILLAUD, chef d'équipe
- M. Michel JEROME, chef d'équipe

Article 5 : Vote

Les règles de fonctionnement de la commission de suivi de site sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 4 y bénéficie du même poids dans la prise de décision.

Le vote, lorsqu'il est requis, se fait par collège. Chaque collège dispose de 3 voix. Lorsqu'un collège vote de manière unanime, son vote compte pour 3 voix. Si des membres d'un collège expriment des avis divergents, le décompte des voix du collège est partagé entre ses possibilités de vote selon les membres présents pour le total des 3 voix, chaque mandat valant une présence.

En cas d'absence de la totalité des membres d'un collège, il n'est pas tenu compte des voix de ce collège.

Les décisions et avis sont acquis à la majorité des voix exprimées, abstentions exclues.

Article 6 : Réunions

La commission se réunit une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau. L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre de l'article D.125-31 du code de l'environnement est de droit.

Le secrétariat est assuré par la sous-préfecture de Montmorillon.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission, y compris par voie électronique.

La commission met à l'issue de ses réunions à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

Les réunions de la commission peuvent être ouvertes au public sur décision du bureau.

Article 7 : Bilan

L'exploitant d'une installation visée à l'article D.125-29 du code de l'environnement adresse une fois par an, au moins 15 jours avant la réunion annuelle, à la commission, un bilan qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût,
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R.512-6 du CE,
- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R.512-69 du CE ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte,
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques.

Ce bilan sera également transmis sous format numérique.

En outre, l'exploitant fournit la liste des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation initiale.

Les collectivités territoriales membres de la commission informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour des dites installations.

Article 8 : Abrogation

Les arrêtés n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-061 du 3 mars 2015, n° 2015-DRCLAJ/BUPPE-076 en date du 26 mars 2015 et n° 2016-DRCLAJ/BUPPE-130 en date du 11 avril 2016 sont abrogés.

Article 9 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne, et fera l'objet d'un affichage en mairie de la commune du Vigeant pendant un mois.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

Fait à Poitiers le, 08 novembre 2019

**Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,**



Emile SOUMBO